

CHAPITRE 1

EMPIRE ESPAGNOL, EMPIRE PORTUGAIS À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE : DESTINS DIVERGENTS DES OUTRE-MER IBÉRIQUES

Alexandre Fernandez

Il n'est pas lieu ici de revenir, fût-ce très brièvement, sur les empires espagnol et portugais des « temps modernes¹ ». Rappelons uniquement qu'entre la fin du XV^e siècle et le milieu du XVI^e siècle Portugais puis Espagnols avaient bâti les *premiers* empires outre-mer et que s'y étaient consolidées, dans les conditions économiques, politiques et culturelles « d'Ancien Régime », des formations sociales que l'on peut à bon droit désigner comme « *sociétés coloniales* ». Entre 1810 et 1825, dans la tourmente des guerres napoléoniennes, des aspirations libérales de part et d'autre de l'Atlantique – et des réactions consécutives ! –, des encouragements intéressés de la Grande-Bretagne et des jeunes États-Unis, les immenses territoires « ibéro-américains » s'étaient libérés, selon des modalités fort différentes au demeurant, qui de Lisbonne qui de Madrid. Sans doute, encore au milieu du XIX^e siècle, les deux États ibériques conservaient-ils des empires pouvant supporter – à leur avantage selon l'indicateur choisi – la comparaison avec ceux de la Hollande ou de la France, mais quel pouvait être le destin de ces empires vieillissants, forgés dans un environnement idéologique, géopolitique et économique différents, en régime libéral et à l'époque industrielle ? À peine cinquante ans plus tard, l'empire portugais paraissait ne se maintenir qu'à grand-peine, tandis que ce qui avait été jusque-là conservé de cet empire espagnol sur lequel le soleil ne se couchait jamais, était englouti à Manille et à Santiago de Cuba. S'essayant à la compétition impérialiste des temps nouveaux les deux nations latines orientaient alors leurs ambitions vers ce que les grandes puissances leur laissaient accessible en Afrique. Avec des fortunes sensiblement différentes au demeurant : la longue et terrible guerre du Maroc témoigna à l'envi de l'échec annoncé de toute tentative de création d'un « Maroc espagnol », alors que les Portugais ont pu vouloir (sinon pouvoir) entretenir l'idée d'une entité lusitanienne par-delà les océans jusqu'au début des années 1960.

I. DES « ESPAGNOLS DES DEUX HÉMISPÈRES » ?

Réunis à Cadix, les *Cortes* libérales avaient déclaré dans l'article 1^{er} de la Constitution de 1812 que *la* nation espagnole [était] la réunion « des Espagnols des deux hémisphères ». Pour bien des élites américaines, c'était là espérance que la fin du système colonial d'exploitation commerciale s'accompagnerait d'une liberté politique, à l'alchimie nouvelle, combinant tout à la fois reconnaissance de l'identité des droits et relative autonomie de l'administration. Espoir vite anéanti dans les fracas de la réaction absolutiste de Ferdinand VII, d'une part, et des déclarations d'indépendance, d'autre part. Ces « événements », sans doute, suffirent-ils à rendre compte du rêve brisé. Cependant, plus fondamentalement, il faut ici considérer que le rêve d'une société ultra-marine hispanique – une sorte de Commonwealth avant la lettre, le

1. Précisément, cette projection outre-mer des « conquérants » portugais et espagnols fut longtemps considérée comme un des signes marquants de la « modernité » européenne.

projet d'État transocéanique évoqué lors du *trienio liberal* de 1820-1823 – ne pouvait que se dissoudre dans les contradictions mêmes du libéralisme confronté aux structures sociales et à l'essor économique de sociétés demeurées essentiellement coloniales

De 1837 à 1876 les divers gouvernements qui se sont succédé à Madrid libéraux-modérés comme libéraux-progressistes, n'ont cessé d'annoncer leur décision de faire promulguer des « lois spéciales pour l'outre-mer », sans jamais pouvoir le réaliser jusqu'à cette date – la création en 1853 d'une direction générale de l'outre-mer, et celle d'un ministère dix ans plus tard, ayant été mesures administratives bien davantage que politiques. Si, indépendamment de la mauvaise volonté certaine de plusieurs figures politiques majeures à Madrid, cette promulgation fut « inhibée » (Fradera, 1999), c'est que l'impossibilité était intrinsèque. Alors que sous la monarchie d'Ancien Régime, l'existence de *Leyes de Indias* n'avait suscité aucun problème, en doctrine le libéralisme de la première moitié du XIX^e siècle ne pouvait qu'imaginer que la loi fût identique sur l'ensemble du territoire et que tous les habitants y fussent identiquement soumis en devoirs et en droits (d'où, originellement, l'article cité de la constitution de Cadix). Or, en pratique, cette idée de l'unité de l'État espagnol et de la nation par-delà les mers avait dû résoudre un certain nombre de problèmes liés aux structures et à la nature même des sociétés sur lesquelles elle prétendait avoir droit de cité.

Les esclaves, dont les droits civils étaient limités au respect de leur vie, ne pouvaient être assurément concernés par l'exercice de droits politiques. Mais la question était plus complexe s'agissant des libres de couleur. Les indépendances ayant largement réglé, par le fait, la question des Indiens, on exclut des droits politiques les *castas pardas* : ceux qui avaient des ancêtres qui n'étaient ni Espagnols ni Indiens, ceux qui par conséquent venaient d'Afrique et qui à ce titre demeuraient marqués par la macule de l'esclavage. En même temps donc qu'il demeurait le mode de production dominant (mais non exclusif) à Cuba et à Porto Rico – la traite se maintenant, le nombre des esclaves crût sensiblement durant le premier tiers du XIX^e siècle – l'esclavage constituait indirectement ou directement le marqueur social-politique de la société coloniale. En faisant non seulement des Noirs libres mais également des métis ces *castas pardas*, on avait contribué à justifier que la représentation politique de Cuba par exemple fût d'emblée limitée à deux sièges. Or, c'était là laisser voir, comme le reprend ironiquement Josep Fradera, que dans l'État espagnol « certains étaient plus égaux que d'autres ». Or, on ne pouvait pas, précisément, augmenter la représentation des territoires d'outre-mer car, comme le faisaient savoir aux métropolitains, autant certaines voix de l'oligarchie créole que le capitaine général en poste à La Havane, « Cuba ne pouvait être qu'espagnole ou noire ». Et le risque leur paraissait grand en maintenant la représentation des outre-mer aux Cortes que le deuxième terme de l'alternative ne l'emportât sur le premier.

À ce compte, dès 1837, les députés cubains et portoricains furent expulsés du Parlement avant même que les représentants philippins n'aient le temps de venir siéger, tandis que la constitution – reconnaissant, malgré les principes d'égalité et d'unité du libéralisme, une spécificité *de jure* de l'outre-mer – annonçait l'adoption de lois spéciales pour Cuba et Porto Rico d'une part, les Philippines d'autre part. On a dit le sort de ces lois spéciales, jamais promulguées : en effet, il s'avérait tout à fait impossible de trancher en faveur de la reconnaissance d'une spécificité ultramarine et a fortiori d'un statut doté d'un certain degré d'autonomie, soit que celui-ci eût fait revivre, en plein XIX^e siècle libéral, des dispositifs hérités de l'ancien régime, soit – et c'était implicitement pire bien entendu – qu'il eût tendu à faire « dériver » politiquement et socialement ces territoires et à en distendre les liens avec la métropole. Ce qu'il était hors de question de tolérer, en raison du prestige national et en vertu des ressources économiques que l'on tirait des îles (sucre cubain, tabac philippin, etc.). En fait, et pour le dire à grands traits, ce qui apparut durant ces décennies, c'est que le libéralisme, désirable pour les Espagnols dans la péninsule, ne pouvait valoir outre-mer. Au demeurant, le capitaine général doté, outre ses attributions militaires, de la réalité du pouvoir exécutif serait un excellent garde-fou contre toute tentation. C'est dire que puisque ne s'appliquaient plus ni les anciennes *Leyes de Indias*, ni les lois espagnoles, plus que jamais, les élites créoles insulaires (sauf peut-être le cas particulier des élites ecclésiastiques aux Philippines notamment, mais ce serait à regarder plus avant)

se trouvaient obligées de composer avec les bonnes grâces de ces métropolitains qu'étaient les capitaines généraux et gouverneurs généraux (sur leur rôle aux Philippines voir Huetz de Lemp, 2006).

Or, maintenue dans cette minorité politique, les possédants cubains surtout commencèrent à diverger d'opinion sur les avantages à demeurer dans l'État espagnol, lorsque globalement le rythme de leur enrichissement commença à fléchir. La classe dominante cubaine avait atteint, en effet, une prospérité sans précédent durant les décennies 1820-1840. Le gouvernement de Ferdinand VII avait garanti la liberté du commerce : le sucre, généralement non raffiné sur l'île au demeurant, pouvait à cette époque être exporté vers n'importe quelle destination et sous n'importe quel pavillon ; l'extension des plantations avait fait de Cuba le premier producteur mondial de sucre. Cette insertion dans le marché mondial éminemment profitable pour ceux qui contrôlaient l'économie du sucre, avait malgré tout distendu sensiblement les liens économiques avec la métropole. En fait, dans le cas des relations économiques entre l'Espagne et Cuba, on n'était pas exactement dans le cas d'un échange inégal « classique ». L'outre-mer était bien exportateur de matière première et la péninsule productrice de produits manufacturés, mais les signes du dynamisme étaient inversés : à bien des égards la métropole était atone tandis que la colonie, dynamique, était en recherche d'un autre centre (certaines voix réclamèrent un rattachement aux États-Unis). La victoire des libéraux en Espagne en 1837 avait changé la donne ; ces derniers voulaient plus clairement articuler domination économique et politique¹. Cette politique douanière nouvelle de l'État avait lésé les intérêts des Cubains en restreignant très fortement l'importation de produits étrangers et en imposant sur l'île la production espagnole, plus chère. Cette imposition de restrictions et de tarifs douaniers avait provoqué les premiers heurts entre les Créoles de Cuba et Porto Rico et le gouvernement de Madrid, rangé derrière les intérêts de la bourgeoisie péninsulaire (manifeste de la Chambre de commerce de Carthagène).

Si la bourgeoisie de La Havane avait conservé la possession des plantations c'était dans une large mesure des intérêts métropolitains qui contrôlaient désormais le commerce – y compris la traite. Et, très vite, le commerce imposa – via notamment l'importation sur l'île des biens d'équipement nécessaires à la production – sa logique à la production. Sur l'île même, la richesse et le pouvoir de la bourgeoisie cubaine s'étaient érodés au fur et à mesure qu'une bourgeoisie péninsulaire immigrée de commerçants avait pris le contrôle des exportations de sucre et de café, puis, et surtout, des sources de financement. Passé le milieu du siècle, les cas de prise de possession pure et simple de la terre via l'octroi de prêts hypothécaires par des « Espagnols » aux dépens de « Cubains » se multiplièrent (Moreno Friginals). Dans les provinces de l'Orient notamment, nombre de propriétaires d'*ingenios* – exploitations de taille moyenne associant plantation, moulin, voire équipement de première transformation de la matière première – qui connaissaient les pires difficultés dans le nouvel environnement, commencèrent à faire valoir leurs revendications et aspirations à l'autonomie. Tandis que, au-delà de leurs différences et rivalités, unis en fin de compte au sein de la même classe dirigeante, bourgeoisie péninsulaire et oligarchie créole défendaient le maintien des conditions sociales et politiques de la colonie, un troisième groupe se formait précisément en ces décennies 1850-1860 : un groupe qui adoptait des positions politiques nouvelles : faute d'avoir pu accomplir un libéralisme hispanique de part d'autres des océans, il convenait de s'attacher à fonder un libéralisme cubain². Des intellectuels, des avocats, des médecins, des petits et moyens propriétaires adoptèrent et affichèrent des postures réformistes, militaient pour l'abolition de l'esclavage l'instauration à Cuba d'institutions politiques qui fussent en phase avec celle de la péninsule tout en garantissant à l'île un degré

1. On remarquera qu'une fois de plus libéralisme politique et libre-échangeisme commercial sont deux choses distinctes : ici l'absolutisme de Ferdinand VII promeut la liberté du commerce tandis que les libéraux s'efforcent de rétablir sous le protectionnisme moderne quelques-uns des dispositifs de l'exclusif colonial ; rappelons que quelques années plus tard en Amérique du Nord les États du Sud (ceux de la Confédération) étaient pour la liberté du commerce (favorable à l'exportation du coton) tandis que les États du Nord militaient pour un protectionnisme qui leur permettrait de laisser croître à l'abri de barrières douanières leur industrie naissante.

2. José Maria Moro Barreñada, « España y Cuba en la guerra de los diez años ».

d'autonomie administrative ; quelques années plus tard la solution canadienne put leur servir de référence.

En 1866, le gouvernement espagnol impulsa une Commission des réformes. Il semblait que l'on se fût enfin décidé à trouver une architecture juridique qui prît en compte et les aspirations diverses et les intérêts parfois opposés des différents groupes impliqués dans la question de l'outre-mer : fonctionnaires civils, militaires, ecclésiastiques ; négociants et exportateurs espagnols, dans la péninsule ou installés dans l'un ou l'autre des territoires ; colons espagnols (de plus en plus nombreux à Cuba et donc d'installation récente) ; oligarchie locale créole (grands propriétaires et grands négociants) ; « classes moyennes » en formation, pouvant être composées tout autant, selon les cas, de Créoles en voie de déclasserement, ou de leurs fils, d'artisans espagnols fraîchement installés, de groupes issus des « élites indigènes », etc. Mais l'occasion fut manquée. Tandis que les oligarchies cubaine ou portoricaine par exemple, faisaient taire leurs récriminations éventuelles contre le pouvoir absolu des capitaines généraux, par crainte que tout changement n'ouvrît la boîte de Pandore et ne suscitât une révolte des métis et des Noirs (des troubles avaient dû être matés quelques années plus tôt tant à Cuba qu'à Porto Rico), sur l'autre bord, un petit noyau de libéraux n'entrevoyait plus de solution qu'au prix d'une séparation d'avec la métropole. En 1868-1869 la révolution libérale-démocratique dans la péninsule, qui instaura le suffrage universel, rendit encore plus béant le gouffre séparant, au niveau du droit – sans même parler des conditions d'exploitation et de domination réelles – la métropole d'un outre-mer maintenu de fait dans une situation proprement coloniale.

II. LA CRISE FINALE DE L'EMPIRE ESPAGNOL

Après la défaite d'Ayacucho, il n'était resté de l'immense empire, réduit comme peau de chagrin, que les Canaries, les *presidios* et les places fortes d'Afrique du Nord (Ceuta, Melilla, Ifni), les possessions antillaises (Cuba et Porto Rico), les Philippines et leurs dépendances (Marianes, Carolines, Guam). Le monde « espagnol » des siècles antérieurs n'était plus. Malgré tout, vers 1850, l'Espagne était encore la troisième puissance en termes de population dominée hors métropole. Un temps, la restauration de la souveraineté espagnole à Saint-Domingue (1861-1865), l'expédition au Maroc de 1859-1860 (prise de Tétouan), les explorations menées à partir de l'île de Fernando Po en Guinée et l'exploitation de la région côtière du Rio Muni, et, sur un autre registre, l'intervention au Mexique aux côtés des Britanniques et des Français, ont pu sembler signifier le retour d'une grande politique outre-mer. Cependant, le déclenchement de la guerre dans les provinces orientales de Cuba a concentré tous les efforts sur le maintien de ce qui avait été sauvé dans les années 1820.

Comme les Philippines, Cuba et Porto Rico étaient demeurés dans le giron espagnol : parce que l'insularité avait sans doute permis aux Espagnols de mieux défendre ces possessions ; mais, plus fondamentalement, parce qu'il n'y avait pas eu ici de mouvement créole indépendantiste. D'une part, à Porto Rico et à Cuba l'expérience haïtienne avait agi comme repoussoir ; d'autre part, on l'a dit, les possédants cubains notamment jouissaient d'une indéniable prospérité et du contrôle de fait sur l'île ; or, cet état de chose était en train d'évoluer à leur détriment.

A. Créolisme, autonomisme, indépendantisme : les deux guerres de Cuba

La révolution libérale-démocratique de 1868 en Espagne ne changea pas fondamentalement les choses dans les possessions d'outre-mer. L'annonce de l'abolition « graduelle » de l'esclavage fut reçue avec circonspection : des propriétaires s'inquiétaient de la mise en œuvre d'un régime de salariat, tandis que les libéraux insulaires s'impatientsaient. Que des représentants de Porto Rico fussent désormais accueillis au Parlement à Madrid, mais que tout demeurât en l'état à Cuba et aux Philippines, où les commandements respectifs de Lersundi et de La Torre se faisaient lourdement sentir, ne pouvait que susciter incompréhension, ressentiment, révolte.

C'est dans l'est de l'île, dans les districts de Camagüey et Oriente (la région de Santiago) que l'insurrection démarra. Préparée par la moyenne bourgeoisie créole progressiste au sein des loges maçonniques locales elle trouvait dans ces régions un terreau social propice : le pourcentage

le plus faible de Blancs (47 %) et d'esclaves (20 %) et le taux le plus élevé de mulâtres et Noirs libres (33 %) ; elle y trouvait également une classe moyenne qui se dotait d'une conscience politique et d'une attitude de rébellion à l'égard de la domination espagnole au fur et à mesure que ses difficultés économiques s'étaient amplifiées, au fur et à mesure qu'un nombre croissant de ses représentants avait dû hypothéquer l'*ingenio* et, au mieux, se reconvertir dans l'élevage à destination des provinces sucrières de l'ouest – cette économie d'élevage contribuant d'ailleurs à susciter une conscience davantage bourgeoise et un sentiment de créolisme plus poussé que l'économie rentière des grandes plantations (Moro Barreñada).

Le 10 octobre 1868 Carlos Manuel de Céspedes, propriétaire d'un *ingenio*, proclama dans la localité de Yara « Cuba libre ! » (d'où l'allusion fréquente au « *grito de Yara* » ou l'appellation de « révolution de Yara » qui est parfois donné au soulèvement) et annonça qu'il avait libéré et armé ses esclaves ; le 20, il s'empara de la ville de Bayamo où s'installait le gouvernement provisoire en armes de la république de Cuba.

Le premier décret d'abolition de l'esclavage prévoyait l'indemnisation des propriétaires et une libération simplement progressive. Mais l'état des rapports de force accéléra le processus : alors même que le mouvement indépendantiste ne trouvait presque pas d'écho parmi les Créoles du centre et de l'ouest de l'île, le soulèvement de Camaguey sous l'impulsion du jeune avocat Agramonte, amenait de forts contingents de Noirs libres ou libérés. Renforts absolument nécessaires alors même que les troupes envoyées par Madrid reprenaient l'initiative. La révolution se radicalisa, Céspedes convint que la liberté de Cuba ne pouvait s'accommoder, fût-ce temporairement, de l'esclavage : le décret de février 1869 abolissait l'esclavage définitivement, immédiatement et sans indemnisation.

Le contenu démocratique qu'acquerrait la révolution coïncidait avec la volonté des esclaves de se libérer, tandis que l'on comprit que seuls des hommes libres pourraient acquérir le sentiment de cette « *cubanité* » au nom de laquelle on se révoltait. Cependant, l'inclusion de nombreux hommes de couleur dans le mouvement insurrectionnel en élargit et infléchit les aspirations : la liberté politique de l'île poursuivie par les Créoles blancs ne saurait être dissociée de l'abolition de l'esclavage et de la réduction des inégalités et des préjugés raciaux, revendiquée par les mulâtres et noirs libres. À ce titre, l'extension de la guerre révolutionnaire vers l'ouest de l'île ne répondait pas seulement à l'espoir de s'emparer de la capitale, mais procédait également de la nécessité d'adjoindre à la lutte les grandes masses d'esclaves des plantations des provinces de La Havane et de Matanzas, dont le soulèvement spontané était pratiquement impossible.

Assurément, cette incorporation de grandes masses de noirs et mulâtres dans un mouvement *commun* pour une nation en constitution n'allait pas sans difficulté. La guerre ne put combler des barrières raciales profondément enracinées : jusqu'à la deuxième guerre au moins ne disparût point de la conscience de bon nombre de Créoles blancs (de la majorité ?) – y compris parmi ceux qui avaient pris une belle part aux combats contre l'Espagne – que les Noirs n'étaient pas tout à fait Cubains, mais relevaient d'une autre catégorie d'habitants de l'île. Malgré tout, ce fut la guerre qui offrit à quelques mulâtres et plus rarement à quelques Noirs l'occasion de très belles ascensions sociales – ce qui généra d'ailleurs quelques tensions supplémentaires dans le camp des insurgés. Dans l'autre camp, la presse s'efforça de présenter la révolution comme une simple guerre raciale déclenchée par des bandes de Noirs en rupture de ban, violents, cruels et envieux. Afin de délégitimer la cause révolutionnaire, en lui niant tout contenu politique, on se plut à affubler les escadrons révolutionnaires du sobriquet de *mambi*, un vocable tiré de l'une des langues africaines. Les insurgés en firent au contraire un étendard (Moreno Friginals).

Les troupes espagnoles ne perdirent jamais le contrôle de la situation dans la région de La Havane, où la répression s'abattit lourdement sur les opposants potentiels : déportations à Fernando Po, dont celle du jeune José Martí, condamné à 16 ans à six ans de bague pour une lettre écrite à un ami ; exécutions, dont celle de huit étudiants en médecine en novembre 1871. En revanche, elles eurent fort à faire contre de multiples actions de guérilla sachant utiliser au mieux le terrain et soutenues par la population locale. Refusant systématiquement les batailles rangées les chefs mambis ne pouvaient être défaits militairement par des soldats espagnols manquant singulièrement de motivation et décimés par la malaria et la fatigue. Les pertes

considérables de l'armée espagnole (à peu près 50 000 hommes en dix ans, mais à peine 3 800 seulement sur les champs de bataille) obligèrent à une mobilisation disproportionnée (208 600). Ce qui n'empêcha pas l'enlèvement. Alors, le général Weyler forma des bataillons de mercenaires, recrutés en dehors des régiments de lignes, parmi tout type d'hommes aptes à affronter les conditions d'une chasse sans merci aux insurgés. Des méthodes qui soulevèrent nombre de critiques en Espagne, qui démontrèrent une certaine efficacité à court terme (nombre de chefs *mambis* traqués, furent tués) mais qui ne paraissaient pas en mesure de mettre un terme au conflit. En 1876, le général Martínez Campo fut envoyé à Cuba avec mission de mettre un terme à tout prix à une guerre qui ruinait les finances et la crédibilité de l'Espagne. Martínez Campo fit connaître que ceux qui arrêteraient le combat seraient non seulement amnistiés mais qu'ils toucheraient cinq pesos-or s'ils se rendaient avec leurs armes et vingt avec leur cheval ; une annonce qui eut de réels effets après dix ans de guerre. Rompant avec les pratiques de ses prédécesseurs, il donna des consignes de bon traitement à l'égard des prisonniers ; à destination des chefs créoles de l'insurrection, jouant sur les préjugés de race des insurgés blancs et leur crainte de voir, après la mort de Céspedes et Agramonte, le général mulâtre Antonio Maceo se convertir en Toussaint Louverture, il annonça la fin du gel de leurs avoirs et la restitution de leurs propriétés. Enfin, sur le plan politique, il leur proposa le pacte de Zanjón, signé le 19 février 1878. La durée de la guerre, le poids psychologique des sacrifices consentis, la nécessité de reconstruire une économie ruinée (la moitié des *ingenios* était hors d'usage) eurent raison des enthousiasmes révolutionnaires des années 1860 (mais des chefs *mambis* entretenirent au cœur de la forêt jusqu'à la fin de la décennie une *guerra chiquita*).

Le pacte de Zanjón accordait à Cuba les conditions politiques et administratives dont jouissait Porto Rico. Sur le plan commercial, on rabaisait substantiellement ou supprimait les droits sur les exportations cubaines vers la métropole et sur les exportations espagnoles vers l'île, tandis que les droits sur les importations non espagnoles étaient relevés. Il s'agissait là de mesures significatives d'intégration au sein d'un marché national espagnol, que le retour annoncé du protectionnisme allait organiser au bénéfice de certains intérêts cubains sans doute mais qui répondait à coup sûr aux désirs clairement exprimés des industriels de la péninsule (industriels du textile catalan, sidéro-métallurgistes basques, céréaliers de la Meseta nord). En outre, sur le plan politique et idéologique, ce mouvement d'hispanisation de l'outre-mer ne pouvait s'accommoder plus longtemps de l'esclavage, aboli à Cuba entre 1880 et 1886.

Pendant, les oligarchies, tant péninsulaires que créoles – propriétaires et négociants regroupés au sein de l'Union Constitucional et soutenus par nombre de caciques locaux et de fonctionnaires souvent corrompus – se refusaient obstinément aller plus avant que l'abolition de l'esclavage dans la voie de quelque réforme que ce fût. À Madrid, le lobby ultramarin (Cubains et Espagnols confondus) obtenait en 1879 puis en 1894 que les *Cortes* repoussent les projets de réforme présentés par Martínez Campos, éphémère ministre, puis par le ministre de l'Outre-Mer Antonio Maura.

Pour beaucoup à Cuba, Zanjón avait été un marché de dupes. D'une part, la population espagnole n'avait jamais été si importante dans l'île (une situation paradoxalement héritée de la guerre de dix ans : l'Espagne y avait mobilisé 209 000 soldats, un peu plus de 63 000 étaient revenus et à peu près autant avaient été tués ou détenus en forteresse ; il restait 80 000 soldats dont on ne savait pas le parcours après la fin de la guerre : il est probable que la plupart sont tout simplement demeurés dans l'île où ils sont venus grossir le flux des 163 000 immigrants de la décennie) et l'immigration s'amplifiait. D'autre part, les accords renforçaient davantage la dépendance de l'île à l'égard de la métropole qu'ils n'avaient élevé le niveau de participation de ses habitants – petite classe moyenne créole, mulâtres, Noirs désormais affranchis – à une communauté hispanique commune : celle-ci pouvait bien exister au niveau des oligarchies et des fonctionnaires mais, précisément, elle n'existait qu'au bénéfice d'une petite minorité. Il s'agissait, en revanche, de prendre conscience de l'existence d'intérêts communs, de la nécessité de fonder sans tarder *une nation cubaine*, définitivement et radicalement séparée de l'Espagne. En 1892, tandis qu'un premier Congrès des associations noires rassemble près de cent groupements locaux – ce qui montrait que la nation cubaine ne saurait se constituer sans

les Noirs (Lamore)- José Martí fondait le Partido Revolucionario Cubano¹. Depuis New-York, où il mène la propagande et la collecte de fonds, Martí, organise avec des chefs militaires de la guerre des dix ans comme Antonio Gómez, Calixto García et Antonio Maceo, une Junta revolucionaria dont l'objectif clair est de reprendre la lutte sans trêve jusqu'à l'indépendance de Cuba.

Le 24 février 1895 le mulâtre Guillermo Moncada lançait dans la localité orientale de Baire la nouvelle insurrection. Dans un premier temps le général Martínez Campos est renvoyé sur l'île. Sa politique « modérée » qui avait donné de si bons résultats vingt ans plus tôt va échouer. Les chefs révolutionnaires, nettement plus radicaux que ceux de la première guerre ne sont en aucun cas disposés à accepter d'autre issue que l'indépendance ou la mort. José Martí tombe d'ailleurs le 19 mai, mais la dynamique insurrectionnelle s'amplifie : d'une part, le 17 septembre 1895 dans la localité de Jimaguayú une assemblée constituante proclame la république de Cuba, indépendante et démocratique ; d'autre part, tandis que Gómez général en chef consolide les positions des insurgés en Oriente et au nord, Maceo lance ses troupes dans une terrible offensive vers l'ouest. Les loyalistes et les possédants, effrayés par les destructions des plantations et les machettes de ses hommes qui terrifiaient également les soldats espagnols, et capables d'interrompre l'approvisionnement alimentaire de La Havane, obtiennent du président du gouvernement Cánovas del Castillo le remplacement de Martínez Campos. Déclarant que l'Espagne combattrait à Cuba « jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière peseta » Cánovas donne carte blanche à Weyler, nouveau capitaine général le 19 janvier 1896. Ce dernier est bien décidé à employer tous les moyens pour éliminer l'insurrection. D'une part, il fait construire une nouvelle tranchée pour isoler Maceo à la pointe ouest de l'île avant d'y engager l'offensive au cours de laquelle le général mulâtre ainsi que le fils de Gómez sont tués. D'autre part, il fait procéder à la *reconcentración* de masse : afin d'ôter aux mambis toute base sociale, il est ordonné aux paysans de se rendre avec leur bétail dans des camps de regroupement sous peine d'être considérés comme rebelles et traités comme tels. En mai 1897 Weyler, triomphant, annonçait au gouvernement que la rébellion n'affectait désormais que la province de l'Oriente. Cependant, malgré la brutalité de la politique de cantonnement qui avait coûté la vie à plusieurs milliers de civils déplacés, la rébellion n'était pas encore éradiquée – au contraire, fin août celle-ci s'emparait d'une ville moyenne non loin de Santiago. Surtout, le coût diplomatique et politique pour l'Espagne allait être faramineux. La stratégie de Weyler fournit en effet aux partisans états-uniens de longue date d'une intervention directe à Cuba un excellent support pour préparer l'opinion. Sous couvert de respect des droits de l'homme la grande presse – *The World* de Joseph Pulitzer, *The New York Journal* de William Randolph Hearst –, entretenirent une agitation anti-espagnole constante et de plus en plus frénétique ; à Washington McKinley entré en fonction en mars 1897 écouta les plus fervents bellicistes, Theodore Roosevelt et l'amiral Mahan.

Cependant, ce fut plutôt le mouvement de protestation dans la péninsule contre une guerre fort coûteuse en hommes et en devises qui poussa le nouveau gouvernement espagnol à rappeler Weyler. Malgré les références réitérées à la conservation de la *hispanidad*, présentée comme un modèle de convivialité sociale et ethnique – le gouvernement proclama que l'abandon de l'île signifierait la disparition du seul lien entre populations hétérogènes et entraînerait une féroce « lutte des races » – et à l'honneur – au moment du conflit avec les États-Unis on dit de Cuba qu'il s'agissait de l'Alsace-Lorraine de l'Espagne (Balfour, p. 17) – l'ensemble du peuple espagnol demeura soit peu concerné directement, soit hostile lorsque l'un de ses membres était mobilisé.

Le général Blanco arriva à Cuba avec pour mission d'organiser sur le terrain une solution de compromis, allant jusqu'à la constitution d'un gouvernement cubain (et portoricain) autonome. Mais à cette date, il était déjà trop tard. D'une part, les *mambis* refusèrent toute autre solution que l'indépendance ; d'autre part, le parti impérialiste aux États-Unis n'était pas décidé à lâcher la partie : les attaques contre l'Espagne redoublèrent dans la presse, et l'explosion du

1. La bibliographie sur José Martí, héros national à Cuba et au-delà, est considérable, voir entre autres *En torno a José Martí*, Bordeaux, Bière, 1974.

cuirassé *Maine* dans le port de La Havane le 15 février 1898 déclencha la guerre. L'enjeu en était non seulement Cuba et Porto Rico mais aussi les Philippines, où, depuis 1896, les Espagnols devaient également faire face à une insurrection contre un système colonial vieux aussi de plus de trois siècles.

B. Une société coloniale singulière : les Philippines

« L'Espagne a possédé ce pays pendant trois siècles, et elle le cède aux États-Unis, sans en avoir fait autre chose qu'une colonie de fonctionnaires », c'est ainsi que s'exprimait le consul de France à Manille, cité par Xavier Huetz de Lempis¹. C'était là un jugement sans doute excessif. Néanmoins, il témoigne à sa manière que, si à un certain niveau de généralité politique les Philippines ont partagé avec les Antilles un destin commun au XIX^e siècle, l'archipel asiatique présentait des traits et des situations fort singulières.

Le trait identifiable le plus immédiat est l'éloignement. L'indépendance mexicaine rompit le lien principal des Philippines avec le monde impérial (le voyage entre la péninsule Ibérique et l'archipel par le cap de Bonne-Espérance prenait de 130 à 150 jours) et il fallut attendre l'ouverture du canal de Suez pour que les distances avec la métropole fussent quelque peu raccourcies : cinq vapeurs sortaient désormais de Liverpool tous les 40 jours, touchant Cadix et Barcelone puis escales à Port Saïd, Aden, Colombo et Singapour ; en 1879, une compagnie hispano-philippine, celle du marquis de Campo, obtint une concession pour un voyage mensuel régulier, mais très vite des compagnies anglaises assuraient un voyage tous les dix jours depuis Gibraltar avec transbordement à Singapour et des compagnies françaises tous les 14 jours par Marseille jusqu'à Singapour également ; la ligne pacifique, Hong Kong-San Francisco offrait une escale à Manille tous les dix jours.

Surtout, les structures sociales au sens large étaient fort différentes. Théoriquement les *Indios* sont de sang exclusivement malais ; les métis chinois ou *mestizos de sangley* sont issus du mélange des sangs chinois et malais. Ils appartiennent à des catégories fiscales différentes. L'ensemble composé des *Indios* et des *Mestizos*, que Huetz de Lempis appelle les « Philippins » compose l'immense majorité de la population de l'archipel. Comme partout, au sommet de l'édifice colonial se retrouvent les Blancs, créoles dont le poids démographique est ici infiniment plus faible qu'à Cuba et les fonctionnaires métropolitains. Enfin, il faut faire ici une mention spéciale au clergé. Sans doute, comme dans tout l'empire espagnol l'Église et les ecclésiastiques avaient place et rôle majeurs à Cuba et à Porto Rico, mais il semble bien que nulle part, la richesse, l'influence et le rôle structurant dans tous les rouages de la société eut été aussi important que dans les îles catholiques de l'archipel (rappelons que l'islam s'est, en dépit de tout, maintenu dans les îles méridionales). Au reste ce clergé si puissant aux Philippines est profondément divisé entre séculiers et réguliers (dominicains surtout), véritable État dans l'État et véritable pilier structurant de la forme spécifique de la société coloniale aux Philippines.

Les institutions sont demeurées tout le long du XIX^e siècle sinon invariables (en 1860-1861 des réformes ont visé à séparer pouvoirs judiciaire, exécutif et militaire), en tous les cas « étonnamment stables » ; au niveau local et provincial la commune indigène et le pouvoir d'influence du curé ; au niveau provincial, la domination autocratique du gouverneur ; à Manille, le gouverneur général continue d'exercer sans partage un règne véritable sur la colonie ; enfin – et même si le phénomène touchait également Porto Rico ou Cuba² – l'omniprésence de la corruption, élément de continuité remarquable, au point que la prévarication semble réellement « consubstantielle » à l'administration coloniale espagnole des Philippines (Huetz de Lempis, 2006, p. 10).

Le type même de la colonie amplifiait la corruption. À tous les niveaux, les fonctionnaires envoyés dans cet archipel si éloigné et si étranger à leur monde et où ils ne comptaient demeurer que le temps d'accomplir cette étape nécessaire à leur carrière, avaient comme objectif de s'y enrichir au plus vite : le temps était compté et les occasions seraient moins bonnes ailleurs ou

1. X. Huetz De Lempis *L'archipel des épices... op. cit.*, p. 313

2. A.W. Quiroz, « Corrupción, burocracia colonial y veteranos separatistas », cité par Xavier Huetz de Lempis, p. 314.